

«L'économie des besoins»

Jacques Fournier, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica que préside Jean-Pierre Chevènement, vient de prospecter avec bonheur une piste alternative au capitalisme financier arrogant et destructeur. Son récent ouvrage, *L'Economie des besoins – Une nouvelle approche du service public*, paru en février dernier^(*), apporte un nouveau concept qui viendrait suppléer l'absence d'Etat et la sacralisation des forces du marché.

Il préconise une «utopie postcapitaliste» qu'il associe à «l'économie des besoins». Celle-ci est carrément une nouvelle voie de développement non-capitaliste, dans laquelle la puissance publique retrouve sa première fonction normative consistant à atténuer les effets sociaux du libre jeu des marchés.

En réhabilitant l'intervention publique, Jacques Fournier réfute du même coup l'un des commandements majeurs du Consensus de Washington : la dérégulation et le retrait de l'Etat.

Utilisée pour la première fois en 1989, l'expression «Consensus de Washington» recouvre la feuille de route de l'ordre néoconservateur triomphant et conquérant depuis la chute de l'Union soviétique. Pour rappel, il repose sur «dix commandements» qu'il n'est pas inintéressant de rappeler ici :

1. Discipline budgétaire. L'idée est que les gouvernements devraient éviter de financer des tensions inflationnistes et chercher à financer par des mécanismes dits de «taxation honnête» ce qu'ils dépensent.

2. Réorientation des dépenses publiques. Un déficit excessif devrait être corrigé par une diminution des dépenses publiques ou une augmentation de la fiscalité.

Les seules dépenses publiques censées couvrir des besoins utiles, sont celles parcimonieusement et sélectivement accordées à la santé, l'éducation et l'infrastructure, par opposition (comme c'est souvent le cas) à la défense, l'administration, ou la subvention de productions industrielles étatiques.

3. Réforme fiscale. L'idée est d'améliorer les mesures d'incitation, sans aggravation de la répartition des revenus, avec une réduction des taux marginaux d'imposition et l'élargissement de l'assiette d'imposition fiscale.

4. Libéralisation financière. La circulation des capitaux est libre.

5. Taux de change compétitif.

6. Libéralisation du commerce et abolition des subventions à l'exportation.

7. Libéralisation des investissements directs étrangers (IDE), avec abolition des restrictions sur les entrées et les sorties d'IDE.

8. Privatisation des industries d'Etat.

9. Déréglementation. Au sens de suppression des barrières douanières et tarifaires à l'entrée et à la sortie. Cette expression sera ultérieurement associée à celle de mondialisation.

10. Droits de propriété. Le «Consensus de Washington» portait initialement sur l'extension des droits de propriété au secteur informel.

L'économie des besoins est à l'opposé de l'économie de marché dont les ravages idéologiques se font sentir y compris dans les rangs de la gauche social-démocrate, soucieuse de ménager, voire de préserver, les forces et les lois du capitalisme financier.

A l'inverse, l'économie des besoins «s'ordonne autour de la rencontre entre le service collectif et le besoin social».

La preuve que la main invi-

sible du marché ne peut pas tout harmoniser est donnée par l'existence d'innombrables activités sociales, fondamentales à la vie en société, dans lesquelles elle est incapable d'assurer la moindre régulation : la santé, l'éducation, le transport, le logement, etc.

Intégrant l'esprit de service public tel qu'il a résulté des longues luttes soutenues depuis le début du XIX^e siècle, Jacques Fournier rappelle que, loin du moins-disant social et contrairement aux préconisations toujours plus cinglantes sur la réduction des dépenses publiques, les activités s'exerçant dans le cadre de la satisfaction des besoins fondamentaux concourent déjà pour plus d'un quart de la richesse nationale et font appel à un cinquième de la population, et rien ne semble pouvoir arrêter leur extension. Nous ne sommes donc plus dans l'automatisme, ni même dans l'économie solidaire, mais dans une forme d'organisation économique différente qui se refuse de considérer l'action publique comme une charge dont il faudrait sans cesse limiter le coût.

Inspirée des réflexions d'Emmanuel Mounier, fondateur du personnalisme, courant d'idées né dans les années 30 à la faveur de la crise économique (en tout cas, elle n'y est pas indifférente, loin de là), l'économie des besoins est un modèle «centré sur l'acquisition des biens matériels mais aussi sur l'accomplissement des personnes».

Le modèle ne renie pas la tradition révolutionnaire mais entreprend une mise à jour salutaire pour inverser la tendance dans laquelle se trouve le mouvement social depuis qu'il a perdu ses précieuses «bases arrière» avec la chute du Mur de Berlin.

Jacques Fournier franchit le pas et qualifie l'économie des besoins comme le «communisme du XXI^e siècle» : une nouvelle voie, humaniste, entre le capitalisme libéral et le marxisme.

L'économie des besoins est «un socle sur la base duquel peuvent s'affirmer les droits fondamentaux de la personne et se dessiner l'avenir de la collectivité nationale».

Sur sa conception philosophique de la dépense publique, un texte de Jacques Fournier, «A propos de la dépense publique», publié le 15 janvier 2013 sur le site de la fondation Res Publica, jette un éclairage nouveau sur cette question.

Il estime gravement compromise «la qualité de la réflexion nécessaire sur le contenu de l'action publique (...) si elle était ramenée à la poursuite d'un objectif simpliste de réduction de la dépense globale. Il avance trois raisons à cela :

1. La dépense publique n'est pas, «contrairement à ce que l'on nous serine constamment, une charge pour l'économie». Elle est : soit l'un des éléments de la production nationale qui contribue au développement du capital humain du pays et aux infrastructures du développement, soit l'expression de la solidarité nationale sous la forme des transferts sociaux, soit un instrument de politique économique sous la forme de concours accordés aux agents économiques.

2. Il existe «à coup sûr des marges d'action» dans le sens de la réduction de certaines dépenses publiques et il n'est pas illégitime de chercher à les utiliser : «Les partisans du service public ne doivent pas laisser à ses adversaires le monopole de la critique. Il faut reconnaître les blocages, avoir le courage de dire que l'amélioration du service



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

rendu n'est pas nécessairement liée à l'augmentation des moyens mis en œuvre, oser prononcer le mot rentabilité car l'argent public qu'utilise le service public doit, plus que tout autre, être utilisé à bon escient.» Le modèle algérien s'intègre parfaitement dans ce cas d'espèce, avec des niveaux de dépense publique faramineux et une administration budgétivore et inefficace, sur fond de ponctions mafieuses.

3. Dans l'effort pour l'amélioration des finances publiques, «c'est la solidité du couple prélèvements-dépenses, qui, plus que le montant intrinsèque des dépenses, conditionnera le retour à l'équilibre financier et la réduction de la dette». Des réformes sont nécessaires à cet égard.

«Affirmation du service public, renforcement de la solidarité, rigueur de gestion.» Pour Jacques Fournier, «ces trois termes doivent rester indissociables».

A. B.

(*) Jacques Fournier, *L'Economie des besoins – Une nouvelle approche du service public*, Odile Jacob, Paris, février 2013.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail :
info@lesoiralgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



Enfin les gros bonnets en laine vont tomber !

Dernière minute ! Chakib Khelil frappé d'une ISTN ! Une interdiction de sortie du territoire...

... Nord-américain !

On l'appelle déjà «scandale de l'affaire Sonatrach 3» ! Eh oui, ça va vite dans l'addition des scandales Sonatrach. Nous en sommes donc au volet trois de la saga. Avec une seule question posée dans ce troisième épisode : à qui incombe la faute d'avoir laissé s'envoler Super Chakib d'un aéroport algérien vers l'étranger ? Tous les regards sont tournés en ce moment vers les services en charge de l'ordre et de la sécurité dans cette aérogare. Trop facile ! Car avant les policiers, il serait peut-être bon de voir du côté du chauffeur ayant amené Super Chakib à l'aéroport. Même si, là aussi, la cible est trop évidente. Car certains n'hésitent pas à pointer du doigt l'agent de la compagnie aérienne qui a délivré le billet d'avion à Super Chakib. C'est une piste, mais elle ne mérite d'être réellement creusée que si le juge d'instruction découvre que Khelil n'a pris qu'un aller simple, sans retour. D'autres personnes estiment qu'il faut convoquer le guichetier de la banque de Super Khelil qui a accepté que ce dernier retire de l'argent pour payer son billet d'avion. Même si d'autres affirment que Super Chakib a retiré des espèces à un DAB, un distri-

buteur automatique. Auquel cas, c'est le responsable de la monétique à l'ouest du pays qui doit répondre de son acte, il aurait dû anticiper et mettre tout le réseau en HS, en hors service. Quand bien même la monétique et les distributeurs auraient une grande part de responsabilité dans cette affaire Sonatrach 3, ne devrait-on pas nous montrer prudents et chercher les coupables de cette évansion ailleurs ? Dans cet ordre d'idées, je ne comprends pas que le buraliste et l'opérateur téléphonique auquel est abonné Super Chakib ne soient pas entendus par le juge. Le buraliste pour avoir vendu les journaux dans lesquels depuis des semaines, voire des mois les plumitifs crient de toute leur encre que Khelil va tomber incessamment sous peu. Et l'opérateur qui a permis au même personnage de recevoir le «fameux» coup de fil lui ordonnant de décamper au plus vite. Mais alors, si le buraliste et l'opérateur téléphonique passent tous deux aux aveux, nous pourrions alors en conclure que l'affaire Sonatrach est quasiment close. Les journaux ayant traité du cas Khelil seront fermés. Et l'opérateur téléphonique verra sa licence 3G bloquée. C'est ce que j'appelle une affaire rondement menée. Ah ! J'aime quand les gros bonnets tombent enfin ! Les gros bonnets en laine acrylique, bien sûr ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.